

Document 4

LE PLAN MAROC VERT AU PARLEMENT

De l'avis de certains, ce plan redonne une place de choix au secteur agricole dans le paysage économique du royaume. Et, ainsi, le développement agricole redevient prioritaire, contrairement à la position adoptée ces dernières années.

Rappelons-le, cette stratégie s'articule autour de six idées principales. Tout d'abord, il s'agit de relancer le secteur de manière à ce qu'il devienne le principal moteur de croissance de l'économie nationale dans les 10 à 15 prochaines années. Ceci avec des retombées importantes en termes de croissance du PIB, de création d'emplois, d'exportation et de lutte contre la pauvreté. Pour atteindre ces objectifs, le programme qui sera mis en œuvre devrait mettre fin aux disparités entre l'agriculture moderne et celle dite traditionnelle, et ainsi s'adresser à tous les acteurs de l'activité..

De leur côté, les représentants du PJD ont mis l'accent sur la nécessité de mettre en place une loi-cadre pour la pérennité de la démarche. Ceci de manière à assurer la poursuite de son exécution, même en cas de changement gouvernemental. Pour leur part, les parlementaires de l'USFP ont mis en exergue les grands défis de la stratégie, à savoir la problématique de la rareté de l'eau, l'équilibre à préserver entre les petits et grands agriculteurs et le financement de la petite entreprise agricole, notamment. A ce sujet, la majorité des intervenants, toutes tendances politiques confondues, ont appuyé la mesure énoncée par la loi relative à la transformation de la CNCA, société anonyme (2002/2003), en Crédit agricole du Maroc (CAM).

Texte adapté

Source : L'Économiste du 09/07/2008

T.A.F

- 1 Sur la base du document et des connaissances personnelles, quelles sont les faiblesses du secteur agricole au Maroc ?
- 2 Quels sont les objectifs du plan vert ?
- 3 Quelles sont les actions à entreprendre pour atteindre ces objectifs ?
- 4 Quels sont les défis que ce plan doit relever ?